

établissements canadiens. Considérant que le commerce et l'investissement étranger direct se complètent, le premier profitera de politiques qui facilitent le second.

En outre, les études prouvent que les mesures libre-échangistes (ALE, ALENA, etc.) modifient le comportement des filiales.<sup>66</sup> La libéralisation du commerce stimule les filiales canadiennes d'entreprises étrangères à mieux organiser leur production, à devenir plus concurrentielles et à repérer les créneaux qui leur donneront une raison d'être. Celles qui s'y refusent risquent de perdre toute utilité dans la nouvelle stratégie mondiale dont se sera dotée la société-mère. Si un accord de libre-échange accroît la compétitivité des filiales canadiennes à l'échelle mondiale, les entreprises intérieures oeuvrant dans le même secteur devront à leur tour rationaliser leur mode d'exploitation. L'opération aura à long terme un effet sur la productivité et la compétitivité des sociétés commerçantes canadiennes.

Cependant, il paraît peu probable qu'à la suite d'une libéralisation du commerce les sociétés-mères étrangères accroissent leurs exportations au détriment de la production de leurs filiales. Des études démontrent en effet que les multinationales n'ont ni réduit l'envergure de leurs activités au Canada, ni exporté plus de leurs propres produits chez nous en 1988, c'est-à-dire dans l'année qui a précédé la mise en oeuvre de l'ALE.<sup>67</sup> Voilà qui confirme l'hypothèse selon laquelle, dans le choix du lieu où établir une filiale, les multinationales cherchent surtout à optimiser leur position concurrentielle à l'échelle mondiale, et non pas à s'éviter des droits de douane trop élevés.

#### 4.2.3 La technologie

La R-D fait beaucoup pour améliorer la productivité et le rendement à l'exportation d'une entreprise. Elle engendre par ailleurs des bienfaits sociaux de 50 à 100 p. 100 plus élevés que ceux qu'elle apporte au secteur privé. Les gouvernements pourraient y voir une occasion d'intervenir à bon escient. Au moment d'arrêter une politique, ils ne doivent pas négliger l'effet des externalités. De toute évidence, les bienfaits que la R-D procure à la société seront mieux ressentis dans certains secteurs clés.<sup>68</sup> Les autorités publiques feraient donc bien de favoriser la recherche dans ces domaines, afin de mieux rentabiliser leur investissement dans le bien-être de la population, car c'est ainsi qu'elles assureront l'efficacité maximale de leurs programmes.

---

<sup>66</sup> Les entreprises qui ont participé à l'enquête réalisée par le Conference Board du Canada (voir le rapport n° 88-92, cité précédemment) ont déclaré que les politiques gouvernementales avaient peu d'effet direct sur leur comportement, mais ont aussi signalé que les ententes de libre-échange faisaient beaucoup pour les inciter à rationaliser constamment leurs méthodes de production. On pourrait en déduire que ces entreprises, tout comme peut-être les milieux des affaires en général, ne considèrent pas certaines mesures de portée internationale (et notamment les accords libre-échangistes) comme faisant partie des politiques gouvernementales d'application intérieure.

<sup>67</sup> Covari et Wisner, *op. cit.*, p. 64.

<sup>68</sup> Dans l'ouvrage déjà cité, Bernstein cerne quatre secteurs particuliers, dits «stratégiques», dans lesquels les bienfaits de la R-D sont de deux à quatre fois plus élevés pour la société que pour l'intervenant privé; il s'agit de la machinerie non électrique, du caoutchouc et du plastique, des produits chimiques et des dérivés du pétrole.